

## VILLE DE DRUMMONDVILLE



### RÈGLEMENT NO RV24-5607 DÉCRÉTANT DES TRAVAUX DE PAVAGE, DE BORDURES ET D'ÉCLAIRAGE SUR LES ALLÉES DU SOLSTICE, DE L'ÉCLIPSE ET DU SOLEIL ET NÉCESSITANT UN EMPRUNT DE 651 000 \$ À CETTE FIN

LE CONSEIL DE LA VILLE DÉCRÈTE CE QUI SUIT :

**1. Travaux**

Le conseil décrète des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les allées du Solstice, de l'Éclipse et du Soleil, tel qu'ils sont décrits à l'estimation produite en annexe B signée par M. Marc Lanoie, ingénieur, en date du 24 novembre 2023.

Le coût total de ces travaux, des honoraires professionnels et des frais de financement est estimé à la somme de 651 000 \$, tel qu'il appert de l'estimation produite en annexe B.

**2. Emprunt**

Pour l'application du présent règlement, le conseil autorise une dépense n'excédant pas la somme de 651 000 \$. Pour payer cette dépense, le conseil décrète un emprunt jusqu'à concurrence d'une somme de 651 000 \$ remboursable sur une période de 10 ans.

**3. Compensation**

Pour pourvoir à 100 % des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé annuellement, durant le terme de l'emprunt, de chaque propriétaire d'un immeuble imposable situé à l'intérieur du bassin de taxation décrit à l'annexe A jointe au présent règlement pour en faire partie intégrante, une compensation à l'égard de chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.

Le montant de cette compensation sera établi annuellement en multipliant le nombre d'unités attribuées suivant le tableau ci-après à chaque immeuble imposable par la valeur attribuée à chaque unité. Cette valeur est déterminée en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'unités de l'ensemble des immeubles imposables situés à l'intérieur du bassin.

Catégories d'immeubles	Nombre d'unités
Unifamiliale isolée (1 logement)	1
Unifamiliale isolée avec logement supplémentaire (de 2 logements) ou Bâtiment bifamiliale (de 2 logements)	1.5
Bâtiment multifamiliale (de 3 logements et plus)	2
Zone humide	4

#### 4. Paie ment comptant

Tout propriétaire ou occupant de qui est exigée la compensation en vertu de l'article 3, peut être exempté de cette compensation en payant en un versement la part de capital relative à cet emprunt, avant la première émission de cet emprunt ou toute émission subséquente, s'il y a lieu et qui aurait été fournie par la compensation exigée à l'article 3.

Le paiement doit être effectué, avant la première émission, dans les 30 jours suivant l'envoi d'un avis à chaque propriétaire ou occupant concerné ou dans les 30 jours précédant le 31 mars 2030 pour l'émission subséquente. Le prélèvement de la compensation exigée par le présent règlement sera réduit en conséquence. Ce paiement doit être fait conformément aux dispositions de l'article 547.1 de la *Loi sur les cités et villes*.

Le paiement fait avant le terme susmentionné exempte l'immeuble de la compensation pour le reste du terme de l'emprunt.

#### 5. Affectation à une autre dépense

S'il advient que le coût de certaines dépenses décrétées par le présent règlement soit inférieur à l'estimation qui en a été faite, l'excédent peut être utilisé pour payer le coût de l'une ou l'autre des dépenses autorisées par ce règlement qui s'avérerait plus élevé que prévu.

#### 6. Contribution ou subvention

Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

#### 7. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

  
STÉPHANIE LACOSTE, mairesse

  
Me MÉLANIE OUELLET, greffière

Date d'entrée en vigueur : 2 avril 2024